



----- Hôpital Pitié-Salpêtrière -----

1^{er} Oct. 2024

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran.

Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région.

Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin.

En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

La nuit, tout est permis

Les conditions de travail de plus en plus difficiles en équipe de nuit ont entraîné des démissions de personnel. Tout ce que la direction de l'AP-HP propose, c'est une prime de nuit correspondant à 25% brut par heure de nuit pour les collègues depuis le 1^{er} janvier 2024, des tickets-restaus et un remboursement navigo à 100%. Mais ces quelques euros n'empêchent pas de nombreux collègues de partir, épuisés. Au lieu d'embaucher le personnel nécessaire, dans beaucoup de services la direction leur propose de travailler en 12 heures. Une proposition qui ne résout pas l'augmentation de la charge de travail, et ne peut qu'aggraver les problèmes de santé des collègues. La direction refuse d'entendre leur colère.

Vichy en grève : marre de tout faire !

À Vichy, jeudi dernier, 150 soignants du centre hospitalier étaient en grève. Un premier mouvement avait déjà eu lieu en mai 2022. La colère ne s'est pas apaisée chez ces soignants car leurs conditions de travail ne se sont pas améliorées. Ils dénoncent les dysfonctionnements logistiques désorganisant les services. Défaillances téléphoniques, de courrier... Font que les personnels soignants doivent traiter de la paperasse administrative en plus de leur travail.

L'hôpital du futur, une banale entreprise

À l'hôpital de la Timone à Marseille, comme ailleurs, tous les jours des blocs opératoires restent fermés par manque de personnel, entraînant des retards d'opération pour certains patients. Depuis le covid, 30% des infirmières de bloc ont démissionné. Plus d'attente pour les patients, c'est : la santé qui décline, beaucoup d'angoisse, une perte de chance de guérison. Aucun secteur d'épargné, pas même la pédiatrie. Pourtant, l'hôpital est un des plus prestigieux d'Europe. Mais pour se moderniser, il a été contraint de s'endetter par les pouvoirs publics – qui se sont largement retirés des financements il y a 15 ans. Aujourd'hui ce sont les patients et les soignants qui payent la facture.

Au Maroc, le courage des étudiants en médecine

Depuis décembre 2023, les étudiants en médecine marocains luttent pour une formation de meilleure qualité, inquiets du service rendu pour la population dans le futur. En réponse, le gouvernement a envoyé la police qui a violemment délogé les étudiants lors d'un sit-in à Rabat dans la nuit du 26 septembre dernier, donnant lieu à une dizaine d'arrestations. Mais ceux-ci ne reculent pas et continuent à s'organiser. Une inspiration pour l'ensemble des travailleurs, au Maroc et au-delà.

Bruno Retailleau remet en question l'AME

Cela n'a pas tardé. Le très réactionnaire nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, vient d'indiquer qu'il allait s'attaquer à l'aide médicale d'Etat (AME), qui garantit aux étrangers en situation irrégulière en France la gratuité de certains soins médicaux. Elle serait transformée en une « aide médicale d'urgence » qui ne serait plus accessible à un certain nombre de migrants. Sur les réseaux sociaux, des médecins ont dénoncé le « naufrage moral » et la « bombe sanitaire à retardement » que constituerait la fin de l'AME. 3500 médecins ont signé une tribune affirmant qu'ils refuseraient d'appliquer cette mesure si elle était votée à l'Assemblée en décembre prochain. Un bon début...

Dette des hôpitaux, les banques heureuses

Le déficit des établissements publics qui était de 558 millions d'€ en 2019 a atteint 1,7 milliard d'€ en 2023, une hausse de plus de 300% en 4 ans ! De plus en plus d'hôpitaux sont au bord de la rupture, contraints de toujours plus emprunter aux banques pour compenser la baisse des financements publics. En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'€. De quoi réjouir les banques qui encaissent ainsi des intérêts faramineux... pris sur le budget des hôpitaux.

IVG : tant qu'il le faudra, nos corps, nos choix

Nous sommes six mois après l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Mais que ce soit le Planning Familial ou les associations féministes, toutes dénoncent un décalage avec la réalité du terrain. 130 centres d'IVG ont fermé en 15 ans, faute de moyens. Et avec le gouvernement réactionnaire de Barnier et la montée de l'extrême-droite, les droits des femmes vont continuer à subir des attaques. L'IVG est une liberté fondamentale. Nous avons manifesté samedi dernier : la lutte est toujours d'actualité !

Les Martiniquais ont raison de manifester !

Depuis le début du mois, les Martiniquais protestent contre la vie chère. Les manifestations ont été si massives que la préfecture les a interdites dans plusieurs villes et a imposé un couvre-feu. Le coût de la vie est 12 % plus élevé qu'en métropole, jusqu'à 40 % pour la nourriture. Le pack d'eau coûte 11€ ! La faute aux frais de transport ? Surtout à l'héritage colonial : l'île ne fait pratiquement aucun échange commercial avec ses voisins, ce qui coûterait moins cher. Et les grandes surfaces appartiennent aux grands patrons békés qui gonflent les prix. En 2009, les Guadeloupéens et les Martiniquais avaient déjà mené une grève qui avait fait reculer le patronat local et le gouvernement de l'époque. À imiter !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>



@npa.revo